



ERRATUM

**Sous-commission paritaire des établissements et
services d'éducation et d'hébergement de la
Communauté française, de la Région wallonne et
de la Communauté germanophone**

**CCT n° 151602/CO/319.02
du 28/03/2019**

Correction du texte néerlandais :

- Dans le titre de la CCT, « **diensten voor volwassenen in moeilijkheden** » doit disparaître.

Correction dans les deux langues :

- L'article 4 doit être renuméroté « **3** ».
- A l'annexe 1B, « puéricultrice » doit être remplacé par « **puériculteur** ».

Correction du texte néerlandais :

- A l'annexe 1B, les points « f), g), h), i) et j) » doivent être renumérotés « **a), b), c), d) et e)** ».

Décision du

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de opvoedings- en
huisvestingsinrichtingen en -diensten van de
Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en
de Duitstalige Gemeenschap**

**CAO nr. 151602/CO/319.02
van 28/03/2019**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In titel van de CAO moet « **diensten voor volwassenen in moeilijkheden** » geschrapt worden.

Verbetering in beide talen :

- Artikel 4 moet « **3** » hernummerd worden.
- In bijlage 1B moet « kinderverzorgster » vervangen worden door « **kinderverzorger** ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In bijlage 1B, moeten de punten « f), g), h), i) et j) » « **a), b), c), d) et e)** » hernummerd worden.

Beslissing van

13-02-2020

Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap

Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

Collectieve arbeidsovereenkomst van 28 maart 2019

Convention collective de travail du 28 mars 2019

Vervanging van de bijlage 1 van collectieve arbeidsovereenkomst van 21 juni 2012 (Overeenkomst geregistreerd op 3 september 2012 onder het nummer 110889/CO/319.02) die de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 november 2011 betreffende het in rekening nemen van ervaring in het geldelijk statuut van de werknemers ~~diensten voor volwassenen in moeilijkheden~~ vervangt.

Remplacement de l'annexe 1 de la convention collective de travail du 21 juin 2012 (Convention enregistrée le 3 septembre 2012 sous le numéro 110889/CO/319.02) remplaçant la CCT du 24 novembre 2011 relative à la prise en compte de l'expérience dans le statut pécuniaire des travailleurs.

HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied

CHAPITRE Ier. Champ d'application

Artikel 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de diensten in instellingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, van het Waals Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap.

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux travailleurs des services et établissements qui ressortissent à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

§ 2. Onder "werknemers" wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

§ 2. On entend par "travailleurs" : le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

HOOFDSTUK II. *Omschrijvingen*

Art. 2. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt bijlage 1 van de CAO van 21 juni 2012 betreffende het in rekening nemen van de ervaring in het geldelijk statuut van de werknemers

§2. De normen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, voor de sector van de Aide à la Jeunesse, worden bepaald in bijlage 1 A van deze overeenkomst.

§3. De normen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, voor de sector van de SASPE, worden bepaald in bijlage 1 B van deze overeenkomst.

..

³
Art. 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2019 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan opgezegd worden door de ondertekenaars per aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité met naleving van een opzeggingstermijn van drie maanden.

CHAPITRE II. *Définitions*

Art. 2. § 1er. La présente convention collective vise à remplacer l'annexe 1 de la CCT du 21 juin 2012 relative à la prise en compte de l'expérience dans le statut pécuniaire des travailleurs

§2. Les normes pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, pour le secteur de l'Aide à la Jeunesse, sont déterminées dans l'annexe 1 A de la présente convention.

§3. Les normes pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, pour le secteur des SASPE, sont déterminées dans l'annexe 1 B de la présente convention.

³
Art. 4. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2019 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par les signataires par lettre recommandée adressée à la présidente de la sous-commission paritaire moyennant respect d'un préavis de trois mois.

Annexe 1A à la convention collective de travail du 28 mars 2019 modifiant l'annexe 1^{ère} de la CCT du 21 juin 2012, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, remplaçant la convention collective de travail du 24 novembre 2011 relative à la prise en compte de l'expérience dans le statut pécuniaire des travailleurs

Ancienneté barémique secteurs Communauté française - AAJ

NORMES DE CALCUL DE L'ANCIENNETE PECUNIAIRE

(voir annexe 2 et 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse)

L'ancienneté pécuniaire est déterminée conformément aux normes suivantes :

- 1° sauf pour le personnel administratif et technique visé à l'annexe 2, D et E* , l'ancienneté équivaut aux prestations effectives ou légalement assimilées antérieures, effectuées chez un employeur agréé ou reconnu par un pouvoir public dans le cadre d'activités principalement destinées aux enfants et aux jeunes ;
- 2° pour le personnel administratif et technique visé à l'annexe 2, D et E* , l'ancienneté équivaut à l'ensemble des prestations effectives antérieures chez tout employeur dans une fonction équivalente ;
- 3° la totalité de l'ancienneté est maintenue à tout membre du personnel en cas de promotion à un autre grade, de changement de fonction ou de service, sauf lorsque le membre du personnel accède à une fonction autre que administrative ou technique après avoir exercé une telle fonction ;
- 4° les mois civils dont les jours ouvrables ne sont pas couverts complètement par les prestations déterminées en fonction d'un ou de plusieurs contrats de travail ne sont pas pris en considération ;
- 5° il est compté un mois d'ancienneté pécuniaire par mois complet de prestations, quel que soit le régime horaire presté ;
- 6° les périodes de crédits-temps à temps plein sont, à concurrence de maximum un an, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté ;
- 7° les périodes de congé sans solde sont, à concurrence de maximum quinze jours par an, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté ;
- 8° les documents suivants sont requis en vue de prouver la réalité des prestations invoquées :
 - a) l'attestation de l'employeur précisant la fonction occupée, la période exacte des prestations et l'horaire hebdomadaire presté ;
 - b) l'attestation relative aux périodes prises en compte pour le calcul de la pension.

* ANNEXE 2

D. Personnel administratif :

- 1° commis : titulaire d'un certificat de l'enseignement secondaire inférieur ou certificat d'enseignement secondaire du 2^{ème} degré ;
- 2° rédacteur : titulaire d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ;
- 3° secrétaire de direction : titulaire d'un diplôme de bachelier en secrétariat de direction ;
- 4° économiste : titulaire d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur à orientation économique ;
- 5° économiste gradué :
 - a) titulaire d'un diplôme de bachelier en management de la logistique ou de bachelier en comptabilité ou d'un diplôme de bachelier assimilé ;
 - b) est assimilé à cette qualification le membre du personnel qui exerce de manière ininterrompue depuis le 1^{er} janvier 2007, quel que soit l'horaire hebdomadaire presté, la fonction d'économiste visée au 4° et ce, dans un service agréé sur la base du présent arrêté ou dans un service de formation agréé sur la base de l'article 145 du décret.

E. Personnel technique : aucune condition de qualification.

Annexe 1B à la convention collective de travail du 28 mars 2019 modifiant l'annexe 1ère de la CCT du 21 juin 2012, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, remplaçant la convention collective de travail du 24 novembre 2011 relative à la prise en compte de l'expérience dans le statut pécuniaire des travailleurs

Ancienneté barémique secteurs Communauté française – SASPE

PRESTATIONS ET ASSIMILATIONS PRISES EN COMPTE DANS L'ENTREPRISE

- a) l'ancienneté équivaut aux prestations effectives en vertu de la législation sociale ; on entend par là toutes les journées rémunérées (y compris les vacances, les jours fériés, les jours de petit chômage, les journées d'absence couvertes par le salaire garanti);
- b) les périodes de congé de maternité et d'allaitement, l'écartement prophylactique, les périodes d'interruption de carrière d'un an maximum, de crédit-temps donnant droit à une allocation d'interruption, les 10 jours d'absence pour motifs impérieux;
- c) la durée de l'incapacité de travail d'un travailleur sera également assimilée ;
- d) l'expérience acquise dans le cadre des contrats de remplacements, les contrats de CST, TCT, ACS, APE PRIME ainsi que les services prestés en tant qu'intérimaire ;
- e) congés sans solde de maximum 15 jours.

Mode de calcul

Il est compté un mois d'ancienneté pécuniaire par mois complet de prestations, quel que soit le régime horaire presté.

Changement de fonction ou de service

La totalité de l'ancienneté est maintenue à tout membre du personnel en cas de promotion à un autre grade, de changement de fonction ou de service, à l'exception du personnel de direction.

Personnel de direction

Pour le personnel de direction, les prestations antérieures dans les fonctions autres que direction ne sont prises en considération qu'à concurrence de 75 %, néanmoins, cette réduction ne s'applique pas :

- aux titulaires d'une des licences universitaires dans le secteur des sciences humaines,
- lorsqu'elle entraîne une diminution de la rémunération en cas de promotion à la fonction de direction; dans ce cas, il y a maintien de la rémunération liée à la fonction précédente.

ANCIENNETÉ REPRISE À L'EMBAUCHE

Secteurs

- a) dans un ou plusieurs services principalement agréés ou subventionnés sur la base des arrêtés d'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et l'Aide à la jeunesse, dans les services des tribunaux de la jeunesse et des comités de protection de la jeunesse;
- b) dans un ou plusieurs établissements agréés pour l'accueil des mineurs d'âge handicapés placés à charge des institutions fédérales, communautaires ou régionales compétentes ;
- c) dans un service agréé par un autre pouvoir public dans le cadre d'activités s'adressant principalement aux enfants.

Fonctions exercées

- pour la **fonction d'éducateur** : toutes prestations antérieures d'éducateur, psychologue, assistant social, enseignant, surveillant d'école ;
- pour les **puéricultrices** : toutes prestations antérieures de puéricultrice ;
- pour les **fonctions d'assistant social, de psychologue, d'infirmier, de personnel administratif et d'entretien** : toutes prestations antérieures dans la même fonction;
- pour la **fonction de direction** : toutes les prestations antérieures citées ci-dessus, ainsi que les prestations de direction dans les secteurs pédagogique, social et paramédical ;
- **personnel non éducatif** : néant.

Bijlage 1A bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 maart 2019 tot wijziging van bijlage 1 van de CAO van 21 juni 2012, gesloten in het Paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en –diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 november 2011 betreffende het in rekening nemen van de ervaring in het geldelijk statuut van de werknemers

Baremieke anciënniteit sectoren Franse Gemeenschap - AAJ

NORMEN VOOR DE BEREKENING VAN DE GELDELIJKE ANCIËNNITEIT

(zie bijlage 2 en 3 van het Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming)

De geldelijke anciënniteit wordt bepaald overeenkomstig de volgende normen:

- 1° behalve voor het administratief en technisch personeel bedoeld in bijlage 2, D en E*, is de anciënniteit gelijk aan de vroegere effectieve of wettelijk gelijkgestelde prestaties, verricht bij een werkgever erkend door een openbare macht in het kader van activiteiten die hoofdzakelijk voor kinderen en jongeren bestemd worden;
- 2° voor het administratief en technisch personeel bedoeld in bijlage 2, D en E*, is de anciënniteit gelijk aan het geheel van vroegere effectieve prestaties bij deze of gene werkgever in een gelijkwaardige functie;
- 3° de totale anciënniteit wordt behouden voor elk personeelslid in geval van bevordering naar een andere graad, van verandering van functie of van dienst, behalve wanneer het personeelslid toetreedt tot een andere dan administratieve of technische functie, nadat hij/zij een dergelijke functie heeft uitgeoefend;
- 4° de kalendermaanden die niet volledig gedekt zijn door een door de prestaties bepaald in functie van een of meer arbeidsovereenkomsten worden niet in aanmerking genomen;
- 5° er wordt een maand geldelijke anciënniteit geteld per volledige maand prestaties, ongeacht de gepresteerde arbeidstijdregeling.
- 6° voor de berekening van de anciënniteit worden de periodes voltijds tijdscrediet, van maximaal een jaar, gelijkgesteld met een effectief gewerkte periode;
- 7° voor de berekening van de anciënniteit worden de periodes verlof zonder wedde, van maximaal 15 dagen per jaar, gelijkgesteld met een effectief gewerkte periode;
- 8° de volgende documenten zijn vereist om te bewijzen dat de aangehaalde prestaties werkelijk werden geleverd:
 - a) het attest van de werkgever waarin de uitgeoefende functie, de exacte periode van de prestaties en het gepresteerde weekuurrooster worden vermeld;
 - b) het attest betreffende de periodes die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het pensioen.

*** BIJLAGE 2**

D. Administratief personeel

- 1° klerk: houder van een getuigschrift van het lager secundair onderwijs of getuigschrift van het secundair onderwijs van de 2de graad;
- 2° opsteller: houder van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;
- 3° directiesecretaris: houder van een bachelordiploma directiesecretariaat;
- 4° huisbeheerder: houder van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs in het domein economie;
- 5° Graduaat huisbeheerder:
 - a) houder van een bachelordiploma logistiek management, of van bachelor in de boekhouding of van een gelijkgesteld bachelordiploma;
 - b) wordt gelijkgesteld met deze kwalificatie, het personeelslid dat sinds 1 januari 2007 ononderbroken het ambt van huisbeheerder uitoefent zoals bedoeld bij 4° en dit, ongeacht de wekelijkse arbeidstijdregeling, in een dienst erkend op basis van dit besluit of in een opleidingsdienst bedoeld bij artikel 145 van het decreet.

E. Technisch personeel: geen enkele kwalificatievereiste.

Bijlage 1B bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 maart 2019 tot wijziging van bijlage 1 van de CAO van 21 juni 2012, gesloten in het Paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 november 2011 betreffende het in rekening nemen van de ervaring in het geldelijk statuut van de werknemers

Baremieke anciënniteit sectoren Franse Gemeenschap - SASPE

PRESTATIES EN GELIJKSTELLINGEN DIE IN AANMERKING WORDEN GENOMEN IN DE ONDERNEMING

- a) ~~h)~~ de anciënniteit is gelijk aan de effectieve prestaties krachtens de sociale wetgeving; hieronder worden alle betaalde dagen verstaan (inclusief vakanties, feestdagen, de dagen klein verlet, de afwezigheidsdagen gedekt door het gewaarborgd loon);
- b) ~~g)~~ de periodes van moederschapsverlof en borstvoedingsverlof, profylactische verlof, de periodes van loopbaanonderbreking van maximaal één jaar, van tijdskrediet dat recht geeft op een onderbrekingsuitkering, de 10 dagen afwezigheid om dringende redenen;
- c) ~~h)~~ de duur van de arbeidsongeschiktheid van een werknemer zal eveneens worden gelijkgesteld;
- d) ~~h)~~ de verworven ervaring in het kader van de vervangingsovereenkomsten, de overeenkomsten van CST, TCT, ACS, APE PRIME, alsook de diensten gepresteerd als uitzendkracht;
- e) ~~j)~~ verlof zonder wedde van maximaal 15 dagen.

Berekeningswijze

Er wordt een maand geldelijke anciënniteit geteld per volledige maand prestaties, ongeacht de gepresteerde arbeidstijdregeling..

Verandering van functie of van dienst

De totale anciënniteit wordt behouden voor elk personeelslid in geval van bevordering naar een andere graad, van verandering van functie of van dienst, met uitzondering van het directiepersoneel.

Directiepersoneel

Voor het directiepersoneel worden de vorige prestaties in de andere functies dan directie slechts in aanmerking genomen ten belope van 75%, deze vermindering is echter niet van toepassing:

- voor de houders van een van de universitaire licenties in de sectoren van de humane wetenschappen,
- wanneer deze een vermindering teweegbrengt van het loon in geval van bevordering tot de directiefunctie; in dit geval wordt het loon gekoppeld aan de vorige functie behouden.

ANCIËNNITEIT OVERGENOMEN BIJ DE INDIENSTNEMING

Sectoren

- a) in één of meerdere diensten die voornamelijk erkend of gesubsidieerd zijn op basis van de toepassingsbesluiten van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming en de "Aide à la jeunesse", in de diensten van de jeugdrechtbanken en van de comités van de jeugdbescherming;
- b) in één of meerdere instellingen die erkend zijn voor de opvang van gehandicapte minderjarigen die geplaatst zijn ten laste van de bevoegde federale, communautaire of regionale instellingen;
- c) in een dienst erkend door een andere overheid in het kader van activiteiten die voornamelijk op kinderen gericht zijn.

Uitgeoefende functies

- voor de functie opvoeder : alle vorige prestaties als opvoeder, psycholoog, sociaal assistent, onderwijzer, schooltoezicht;
- voor de ~~kinderverzorgsters~~ : alle vorige prestaties als kinderverzorgster;
- voor de functies sociaal assistent, psycholoog, verpleger, administratief en onderhoudspersoneel: alle vorige prestaties in dezelfde functie;

* kinderverzorgster

voor de **directiefunctie**: alle hierboven vermelde vorige prestaties, alsook de directieprestaties in de pedagogische, sociale en paramedische sectoren.
- **niet-educatief personeel**: nihil.